

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 04/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION

433, Chemin des Matouses
84470 Châteauneuf-de-Gadagne

Références : D-00162-2024 – LRAR n° 1A 200 983 4577 7
Code AIOT : 0006401556

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2024 dans l'établissement ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION, implanté 433 Chemin des Matouses, 84470 Châteauneuf-de-Gadagne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale coup de poing 2024 de l'Inspection des Installations classées. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect des prescriptions liées à la consommation d'eau et de rappeler aux industriels les exigences applicables en période de sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION
- 433, Chemin des Matouses 84470 Châteauneuf-de-Gadagne
- Code AIOT : 0006401556
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION exploite depuis 1965 une usine spécialisée dans la fabrication et la distribution de boissons non alcoolisées :

- boissons plates sans conservateurs aux fruits aromatisées (marques Oasis, Maytea, ...),
- boissons gazeuses carbonatées (marques Schweppes, Orangina, Gini, ...).

Les produits sont commercialisés auprès de la grande distribution, ainsi qu'au niveau des circuits

café, hôtels et restaurants.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Suivi des consommations d'eau / relevé / registre	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine de l'eau et prélèvement	Arrêté Préfectoral du 30/12/2009, article 4.1.1	Sans objet
2	Présence de compteurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
3	Volumes d'eau prélevés	Arrêté Préfectoral du 30/12/2009, article 4.1.1	Sans objet
5	Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Sans objet
6	Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	Sans objet
7	Mise en œuvre du PSH	Autre du 20/03/2023, article communication DREAL	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été l'occasion de faire un point complet sur le volet prélèvement d'eaux des installations exploitées par ORANGINA SUNTORY et de sensibiliser l'exploitant sur les dispositions réglementaires applicables en période de sécheresse.

Il est demandé à l'exploitant de réaliser une action corrective : au plus tard sous un 1 mois, il mettra en place un relevé à fréquence hebdomadaire du compteur d'eau AEP.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine de l'eau et prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2009, article 4.1.1		
Thème(s) : Risques chroniques, Eau		
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas lié à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : Origine de la ressource : Eau souterraine : mélange des nappes d'accompagnement de la Sorgue et du Calavon Forages : P1 (production de boissons, eau de procédé) ; P4 (eau de source) ; P5 (eau de source) ; P6 (eau de source) ; P7 (eau de source) ; Réseau public (eau sanitaire)		
Constats : La prescription encadre toutes les origines d'eaux utilisées par l'exploitant, ainsi que les principaux usages. Pour l'eau du réseau AEP, l'exploitant précise qu'elle est utilisée pour l'alimentation en eau incendie et en eau sanitaire pour le poste de garde. L'eau sanitaire au niveau de l'usine est assurée par le forage F1. Concernant les eaux souterraines, il existe un sixième forage, nommé PF1. Créé en 2008, cet ouvrage a été implanté en amont hydraulique des forages P6 et P4, en dehors des limites de propriété de l'usine (parking Poids Lourds situé en face de l'usine). Il a permis de fixer la pollution à l'ETBE survenue en 2008. Il constitue donc une barrière hydraulique efficace. Il est depuis maintenu en veille sur un débit minimum d'1 m ³ /h. Cet ouvrage est activé ponctuellement en protection des ouvrages sur site, lors de détections de traces de pollution. L'eau prélevée est directement rejetée en surface dans un canal d'irrigation (réseau des Sorgues). Ce forage a fait l'objet d'un arrêté portant prescriptions spécifiques au titre de la loi sur l'eau, mais il n'a pas été intégré dans l'arrêté d'exploitation ICPE. Il conviendra, à l'occasion d'un prochain arrêté complémentaire, d'intégrer le forage PF1 dans le tableau des prélèvements autorisés de l'article 4.1.1. de l'AP du 30/12/2009 modifié. Au niveau des forages, la masse d'eau souterraine prélevée est celle des Alluvions des plaines du Comtat (Sorgues), code FRDG354. S'agissant du raccordement au réseau d'adduction d'eau potable (AEP), l'exploitant déclare que cette eau provient pour partie du forage communal prélevant dans la même masse d'eau que les forages du site, à savoir les Alluvions des plaines du Comtat (Sorgues), et pour partie, d'un forage prélevant a priori dans la nappe de la Durance. Sur ce dernier point, l'exploitant se renseigne auprès du gestionnaire du réseau pour valider la masse d'eau. Les coordonnées GPS en Lambert 93 de chacun des forages de l'établissement ont été récupérés sur le terrain, à partir de l'application smartphone Géoportail.		
Coordonnées GPS (en Lambert 93) :	X	Y
Forage P1	856704	6316669
Forage P4	856765	6316532
Forage P5	856680	6316519
Forage P6	856771	6316561
Forage P7	856583	6316788
Forage PF1	856831	6316546

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant précise à l'Inspection la masse d'eau concernée par le deuxième forage qui assure l'alimentation en eau AEP au niveau du site, et si possible, le prélèvement majoritaire (entre les deux forages).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Présence de compteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.
Constats : Chaque forage dispose d'un compteur individuel, le réseau AEP également.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Volumes d'eau prélevés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2009, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas lié à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : Origine de la ressource : Eau souterraine : 1 200 000 m ³ /an max ; Réseau public (eau sanitaire) : 1 500 m ³ /an
Constats : Pour l'année 2023, l'exploitant déclare les prélèvements d'eaux suivants : <ul style="list-style-type: none"> • eau souterraine : 355 445 m³/an • eau du réseau AEP : 1 148 m³/an Les prélèvements sont inférieurs aux prélèvements maximums autorisés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi des consommations d'eau / relevé / registre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les compteurs des forages P1, P4, P5, P6 et P7 sont relevés manuellement tous les jours, sauf le week-end. L'exploitant précise qu'un relevé automatique en temps réel est à l'étude. Le compteur du forage PF1 est relevé une fois par semaine. Si le débit de prélèvement dépasse les 100 m³/j sur ce forage, l'exploitant devra relever à fréquence journalière le compteur associé. Le compteur AEP est relevé une fois par mois. L'exploitant mettra en place, sous un mois, un relevé à fréquence hebdomadaire du compteur AEP. L'exploitant a présenté en séance son registre informatique.
Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I									
Thème(s) : Risques chroniques, Eau									
Prescription contrôlée : Pour : <ul style="list-style-type: none">- établissements ICPE à A ou E, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ;- pisciculture d'une capacité de production supérieure à 1 000 tonnes par an ;- STEP urbaines d'une capacité nominale supérieure à 6 000 kg/j de DBO5 (100 000 équivalents habitants) ;- site d'extraction relevant du code minier. Prélèvements : <p>L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, [...] Les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an.</p> Volumes d'eaux rejetés : <p>L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées [...] Les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;</p>									
Constats : <p>Compte tenu du volume total d'eau prélevé (supérieur à 50 000 m³/ an), l'établissement a l'obligation de déclarer annuellement ses prélèvements et ses rejets d'eaux dans l'application internet GEREP.</p> <p>L'Inspection a constaté que cette obligation est respectée par l'exploitant.</p> <p>Les prélèvements et rejets d'eaux suivants ont été déclarés en 2022 et 2021 :</p> <table><tr><td></td><td>Volume total prélevé (m³)</td><td>Volume total rejeté (m³)</td></tr><tr><td>2022</td><td>340 880 (dont 339 850 d'eaux souterraines)</td><td>124 459</td></tr><tr><td>2021</td><td>303 194 (dont 302 315 d'eaux souterraines)</td><td>129 451</td></tr></table> <p>En séance, ces volumes ont été comparés à ceux figurant dans le registre de suivi des compteurs. L'Inspection a relevé que le volume annuel d'eau prélevé au niveau du forage PF1 n'est pas pris en compte dans le volume total d'eau prélevé dans la masse d'eau souterraine. Ce point devra être corrigé dans la prochaine déclaration GEREP (année 2023).</p>		Volume total prélevé (m ³)	Volume total rejeté (m ³)	2022	340 880 (dont 339 850 d'eaux souterraines)	124 459	2021	303 194 (dont 302 315 d'eaux souterraines)	129 451
	Volume total prélevé (m ³)	Volume total rejeté (m ³)							
2022	340 880 (dont 339 850 d'eaux souterraines)	124 459							
2021	303 194 (dont 302 315 d'eaux souterraines)	129 451							
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant tient compte du volume d'eau prélevé au niveau du forage de fixation PF1 dans ses déclarations GEREP.</p>									
Type de suites proposées : Sans suite									

N° 6 : Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Pour : ICPE à A ou à E dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.
Constats : L'arrêté ministériel du 30/06/2023, de portée nationale, est entré en vigueur le 6 juillet 2023 et s'applique aux établissements ICPE relevant du régime de l'Enregistrement ou de l'Autorisation et prélevant plus de 10 000 m ³ /an. Il soumet ces établissements à des mesures de réduction des prélèvements d'eau en période de sécheresse (de 5 à 25 %) ainsi qu'à une obligation hebdomadaire de déclaration de prélèvement lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur (cf. article 2). Des exemptions pour certains secteurs d'activité sont prévues ainsi que pour les sites ayant déjà réduit de manière pérenne et significative leur consommation d'eau (art. 3). A priori, l'établissement n'est pas concerné par ces exemptions. Notamment, au regard du tableau d'évolution des prélèvements d'eau, transmis par courriel du 23/02/2024, le seuil de 20 % de réduction des prélèvements entre 2018 et 2023 n'est pas atteint. En 2023, la zone d'alerte à laquelle est rattachée la masse d'eau concernée par les prélèvements d'eau souterraine (Zone d'alerte 3 : bassin versant des Sorgues) a été placée en situation d'Alerte renforcée plusieurs semaines. L'attention de l'exploitant a été appelée sur les dispositions du point IV de l'article 2, qui prévoit que lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant doit transmettre, chaque semaine calendaire, à l'Inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mise en œuvre du PSH

Référence réglementaire : Autre du 20/03/2023, article communication DREAL
Thème(s) : Risques chroniques, PSH
Prescription contrôlée : Les services de l'État ont tiré le retour d'expérience de l'épisode de sécheresse de l'année 2022 en préparation de l'été 2023. Il en sera de même pour la préparation de l'été 2024. Le cadrage régional pour l'étiage 2022 a été maintenu pour l'étiage 2023 avec des réductions demandées pour les usages économiques de 20 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte », de 40 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte renforcée » et des dispositions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral en cas de crise. Ces éléments sont présentés sur le site internet de la DREAL PACA. Ils seront maintenus en 2024. Des adaptations à ces réductions forfaitaires sont prévues pour les usages industriels dans 2 cas :

1. L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective selon les niveaux de gravité de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévaut alors.

2. L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. L'établissement devra notamment définir, dans le PSH, des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau d'alerte.

La trame du PSH établie par l'inspection des installations classées a été communiquée aux exploitants ICPE de la région par courriel du 21 mars 2023 ; elle est également disponible sur le site internet de la DREAL PACA.

Pour tout établissement désireux d'entrer dans le cas d'adaptation n°2, le PSH sera élaboré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) au plus tôt.

L'IIC sera amenée à vérifier lors d'inspections le respect des mesures de l'arrêté cadre sécheresse et, le cas échéant, d'examiner le contenu du PSH.

Le préfet pourra décider de lever cette adaptation (n°2) s'il considère que les mesures de réduction, en période de sécheresse, proposées dans le PSH sont insuffisantes.

Constats :

L'optimisation de la consommation d'eau est intégrée au dispositif de management environnemental (certification ISO140001), ce qui a permis de réduire de 36 % la consommation spécifique d'eau (consommation d'eau / quantité de boissons produites) sur les 10 dernières années.

L'exploitant indique qu'il a pris connaissance de la trame du PSH, communiquée par la DREAL PACA le 20/03/2023, mais qu'il n'a pas encore élaboré le document. Toutefois, l'exploitant précise qu'il dispose de l'ensemble des données nécessaires à son élaboration.

Type de suites proposées : Sans suite